

**Proche-Orient - Ligue arabe -
Échange avec la presse de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international, à la
sortie du conseil affaires étrangères
(Luxembourg, 03 avril 2017)**

Q - Monsieur le Ministre, le secrétaire général de la Ligue arabe parle d'un sommet entre la Ligue arabe et les Européens. Est-ce un vrai projet ?

R - Oui, le secrétaire général de la Ligue arabe a fait un compte-rendu du Sommet de la Ligue arabe qui a été un moment très important pour toute cette région. Ce sont 21 pays, enfin 22 pays officiellement, moins la Syrie, qui ont été représentés par leur chef d'État ou chef de gouvernement et qui ont abordé toutes les questions, et qui ont notamment souhaité que s'instaure entre l'UE et la Ligue arabe des relations constantes et au plus haut niveau. Nous avons parlé d'un sommet de la Ligue arabe qui pourrait se tenir en 2018, pourquoi pas au Caire. En tout cas, nous sommes prêts, car nous souhaitons renforcer les liens entre l'UE et les pays arabes. Pourquoi ? Parce que ce sont des pays qui se battent pour leur développement, pour leur sécurité, qui se battent pour l'éducation, qui se battent pour la préparation de l'avenir de leur jeunesse et qui veulent aussi renforcer l'État de droit, engager des réformes démocratiques. L'UE est disponible pour aider, pour accompagner, pour apporter tout son soutien et sa solidarité.

Récemment nous avons reçu l'Égypte. Nous avons aussi, après les printemps arabes, accompagné la Tunisie, qui est un exemple de réussite, mais qui se bat aussi pour faire face à tous les défis, en particulier le défi de la réussite économique, de l'avenir pour la jeunesse. Donc nous devons répondre présent.

Et puis nous avons abordé des sujets politiques. Nous avons parlé de la Syrie, nous avons parlé de la Libye, et puis nous avons parlé du Proche-Orient, d'Israël et de la Palestine. J'ai été sensible au fait que le secrétaire général de la Ligue arabe a salué l'initiative française - la conférence du 15 janvier - et a rappelé l'engagement de tous les pays arabes pour une solution de paix au Proche-Orient, qui passe par le rappel de la perspective de deux États. Pour nous il n'y a pas d'autre solution. J'ai donc tenu à le dire au secrétaire général. Nous sommes en phase. Nous sommes totalement solidaires. C'est une question de justice. Il faut arrêter de décevoir cette aspiration à la justice, qui passe par deux États. L'État d'Israël bien sûr, qui existe et qu'il faut protéger, préserver, mais aussi un État palestinien qui doit être constitué et qui doit donner un espoir à toute sa population.

Donc tout est à faire, puisque nous assistons aujourd'hui à une reprise de la colonisation. C'est encore une nouvelle fois ces derniers jours de très mauvaises nouvelles, on pourrait même dire des provocations. Il est donc important que le monde sache qu'il n'y aura pas de paix dans cette

région, qu'il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient si on ne traite pas aussi ce conflit qui ne cesse de durer au Proche-Orient, c'est-à-dire en redonnant un espoir en créant enfin cet État palestinien.

Merci beaucoup./.